Entre les empires : les *cultural studies* canadiennes

Imre Szeman

Numéro 47, janvier 2009

Dialogues théoriques sur la culture

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1004982ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1004982ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Liber

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Szeman, I. (2009). Entre les empires : les *cultural studies* canadiennes. *Cahiers de recherche sociologique*, (47), 109–121. <https://doi.org/10.7202/1004982ar>

Résumé de l'article

Cet article est le texte d'une conférence donnée sur la préparation de la première anthologie canadienne de *cultural studies* (2009). La parution d'un tel ouvrage soulève des questions importantes à propos de l'idée de tradition intellectuelle et de la prégnance des imaginaires de la nation et du national dans notre compréhension de la culture. Cette conférence, comme le livre qu'elle présente, fait état des ambivalences qui caractérisent généralement les *cultural studies*, et les *cultural studies* canadiennes en particulier. L'idée de ce projet éditorial n'était pas de créer un ensemble canonique d'écrits sur le Canada, ou qui refléterait la profondeur d'une quelconque essence canadienne, mais plutôt de saisir la logique des formations spécifiques de celle-ci, en les mettant en lien avec les intuitions les plus pertinentes et les plus stimulantes que nous offrent les *cultural studies* qui sont pratiquées un peu partout.

Imre Szeman

Entre les empires : les *cultural studies* canadiennes

Je ferai état ici de quelques-uns des défis intellectuels et conceptuels que, avec mes collègues Sourayan Mookerjea et Gail Faurschou, nous avons rencontrés dans l'élaboration du livre intitulé *Canadian Cultural Studies: A Reader*¹. La préparation d'un tel ouvrage soulève des questions importantes sur l'idée de tradition intellectuelle et sur la permanence de l'imaginaire de la nation dans la compréhension de la culture. Certaines sont familières et destinées à être reprises — dans notre cas, il était donc difficile de les ignorer. Nous espérons tout de même que de les poser à propos des *cultural studies*, un champ d'étude relativement nouveau, pourrait contribuer à en ressaisir la portée.

Je reprendrai ici les sections liminaires de l'introduction de cet ouvrage qui décrivent quelques-uns des choix théoriques et éditoriaux qu'il a impliqués. Mais avant d'y arriver, je voudrais remettre en contexte cette pratique appelée *cultural studies* ainsi que les défis qu'a comportés la rédaction de *Canadian Cultural Studies*. Tout au long de ce projet, j'avoue avoir été hanté par le provocant commentaire de Pierre Bourdieu et de Loïc Wacquant : « Les *cultural studies*, domaine hybride né dans les années 1970 en Angleterre, [...] doivent leur diffusion internationale à une politique de propagande éditoriale réussie. Ainsi, le fait que cette "discipline" soit absente du champ universitaire et intellectuel français n'a pas empêché Routledge de publier un recueil de textes intitulé *French Cultural Studies*, sur le modèle des *British Cultural Studies* (il existe aussi un *German Cultural Studies* et un *Italian Cultural Studies*). Et l'on peut prédire qu'en vertu du principe de parthénogenèse ethno-éditoriale en vogue aujourd'hui on

1. S. Mookerjea, I. Szeman et G. Faurschou (dir.), *Canadian Cultural Studies: A Reader*, Durham, Duke University Press, 2009.

verra sous peu paraître un manuel de *French Arab Cultural Studies* qui fasse pendant à son cousin d'outre-Manche, *Black British Cultural Studies*, paru en 1997 (mais les paris restent ouverts sur les chances que Routledge lance un *German-Turkish Cultural Studies*)². » Mes propres travaux ont souligné à plusieurs reprises les limites et les problèmes qui accompagnent le fait d'imaginer une culture nationale ou un héritage intellectuel délimité par des frontières politiques artificielles et changeantes, là où on pourrait en apprécier plutôt la relation à de nombreux autres lieux et espaces d'invention et de création. Aussi, en dépit de ce que le titre de notre livre pourrait laisser entendre, nous ne souhaitons pas qu'il soit considéré comme «canadien».

J'ai également été hanté par une autre citation, empruntée celle-là à Fredric Jameson, selon laquelle «si nous n'atteignons pas le sens général d'une dominante culturelle, nous retombons dans une vision de l'histoire actuelle qui est pure hétérogénéité, différence aléatoire, où coexistent une foule de forces distinctes dont l'effectivité est indéterminable³». La nation ne doit pas nécessairement prendre la forme d'une «dominante culturelle» qui servirait de mesure à ce que nous faisons. Toutefois, considérant sa permanence en tant qu'idée et idéal géopolitique — le plus souvent, bien sûr, combiné à l'État —, nous ne devons pas, et peut-être nous ne pouvons pas non plus, l'exclure de nos considérations.

Mais une autre référence nous permettra de préciser encore le cadre de notre réflexion. On trouve dans le *Johns Hopkins Guide to Literary Theory and Criticism*, une encyclopédie de critique littéraire et culturelle contemporaine, trois entrées concernant les *cultural studies*: la première sur les *cultural studies* britanniques, la deuxième sur les *cultural studies* américaines et la troisième sur les *cultural studies* australiennes. John Storey, dans son introduction aux *cultural studies* britanniques, offre un récit relativement convenu de la naissance de ce champ qui n'est pas sans rappeler le portrait-charge qu'en font Bourdieu et Wacquant: la pensée continentale d'Antonio Gramsci et de Michel Foucault y croise les thèses fondatrices des universitaires britanniques E. P. Thompson, Richard Hoggart et Raymond Williams, avant d'aboutir enfin à la naissance du Center for Contemporary Cultural Studies de l'université de Birmingham dans les années 1970.

La version états-unienne des *cultural studies* de la fin du vingtième siècle, toujours décrite comme postérieure aux *cultural studies* britanniques, est reléguée au rôle d'héritier intellectuel et décrite comme un domaine fort éclaté, composé de plusieurs douzaines de sous-champs relativement autonomes, et dont le nombre semblait prêt à bondir. En effet, il n'y avait alors que quelques départements de *cultural studies*; on n'y trouvait pas de journaux universellement lus ni de lieux institutionnels de diffusion ou de

2. P. Bourdieu et L. Wacquant, «On the cunning of imperialist reason», *Theory, Culture & Society*, n° 16, 1999, p. 41-58.

3. F. Jameson, *Postmodernism, or, The Cultural Logic of Late Capitalism*, Durham, Duke University Press, 1991, p. 6.

documentation, pas plus que de centre reconnu, d'institut ou d'école d'été. Le nom de *cultural studies*, la plus désorganisée des disciplines universitaires — encore plus que les études sur les femmes ou que les études raciales ou ethniques —, devient alors l'appellation de convenance de toutes sortes d'enquêtes historiques ou portant sur la culture populaire, très souvent bien éloignées des *cultural studies* britanniques, du poststructuralisme français, de la théorie de l'école de Francfort ainsi que des traditions de critique culturelle anglo-américaines issues d'auteurs allant de Swift à Williams, en passant par Ralph Waldo Emerson, Susan Sontag et Noam Chomsky.

On note la même diversité de thèmes et d'approches en Australie, bien que l'on insiste également sur le fait que « les préoccupations et les sujets des *cultural studies* australiennes demeurent majoritairement locaux ». Dans ce pays, les *cultural studies* se sont « développées suivant un processus d'« indigénisation » autorisant une relative souplesse : on s'approprie des modèles théoriques d'outre-mer qui seront testés et, au besoin, modifiés selon les conditions politiques et culturelles locales. On note également que les *cultural studies* australiennes portent une attention particulière aux politiques culturelles et médiatiques, un sujet qui s'est, depuis, également répandu au Royaume-Uni, mais pas aux États-Unis, le seul pays qui ne dispose pas d'un ministère ou d'un département de la culture, d'un radio-diffuseur public national ou d'autres institutions du même type qui auraient pu attirer l'attention de ceux qui s'intéressent aux politiques culturelles.

Il n'y a pas d'entrée sur les *cultural studies* canadiennes dans cette encyclopédie. Si cela avait été le cas, qu'aurait-elle contenu ? Les *cultural studies* au Canada sont-elles plus près des courants australiens ou des courants états-uniens ? Sont-elles indigénisées en fonction d'intérêts spécifiques, ou forment-elles un ensemble éclaté, sinon inconsistant et aux intérêts multiples ? Devançant mon propos je dirai qu'il me semble que les *cultural studies* ne présentent pas, au Canada, de réelle tradition et que les figures fondatrices que nous aurions pu chercher à rassembler dans la première partie du livre — la triade connue d'Innis, McLuhan et Grant, par exemple — n'ont eu d'impact que sur certaines disciplines spécifiques, et que cette influence est même en déclin. Une anecdote est révélatrice à ce propos : alors que nous complétions il y a peu l'admission des étudiants aux cycles supérieurs de l'université McMaster, je ne peux pas dire qu'un seul étudiant ait fait référence à une seule de ces figures fondatrices ou ait parlé de la tradition des *cultural studies* au Canada. Leurs projets portent sur le corps, l'affect, le travail immatériel, l'impact et l'influence des médias sur la société, etc. En ce sens, nous sommes Américains.

En revanche, si dans ce type d'études nous parlons du Canada — en tant que corps étatique, imaginaire national et social —, nous semblons être plus près des Australiens : notre critique se concentre sur une « disqualification » des formes, des forces, des cultures nationales et ainsi de suite, remettant en question ce qui a pu être fait au nom de la nation tout en prenant au sérieux les « conditions de possibilité et les structures matérielles complexes qui la définissent ». Le défi que posait notre livre était

alors de déterminer, si cela est toutefois possible, de quelle manière identifier et comprendre, dans le contexte du pays qui est le nôtre, l'une ou l'autre des tendances des *cultural studies*, et ce, sans recourir à une heuristique artificielle ou à des principes structurants. Aussi je vais me pencher dès maintenant sur cette question.

Même ceux qui ne prêtent que rarement attention au Canada ne seraient pas surpris d'apprendre que des universitaires canadiens s'inscrivent dans le champ des *cultural studies*. Le système universitaire canadien est lié depuis longtemps au Royaume-Uni, là où les *cultural studies* sont en général réputées être nées; aux États-Unis, là où elles ont atteint leur maturité et se sont professionnalisées; à d'autres parties du Commonwealth britannique, l'Australie particulièrement, là où les programmes universitaires en *cultural studies* prospèrent depuis longtemps; et, finalement, à la France, dont la spécificité des analyses culturelles s'est répandue à la fois au Québec et dans les universités canadiennes anglophones. De plus, plusieurs universitaires œuvrant au Canada ont été formés, au pays ou à l'étranger, par des professeurs américains ou britanniques, dont plusieurs sont arrivés chez nous à l'époque de l'expansion du système universitaire canadien dans les années 1960 et 1970⁴. Professeurs et étudiants y sont branchés sur le circuit universitaire des États-Unis et sur leur omniprésente machine culturelle populaire. Aussi aurait-il été étrange que les *cultural studies*, dans toute leur indétermination disciplinaire, ne trouvent pas de voie au Canada au début du vingt et unième siècle.

Sans doute serait-il plus surprenant d'apprendre que ce que les Canadiens font avec les *cultural studies* — qu'ils le fassent en référence aux thèmes et aux contextes canadiens, ou sur d'autres matériaux — est non seulement unique et distinctif, mais offre également des ressources théoriques et analytiques pouvant contribuer significativement à la conceptualisation et à l'interprétation des questions centrales de l'analyse culturelle critique d'aujourd'hui, et ce, peu importe où elle est pratiquée. L'expérience nationale canadienne comprend l'expérience historique multiple de plusieurs nations, un ensemble d'histoires entrelacées qui

4. Les universités les plus communément associées aux *cultural studies* au Canada ont toutes été fondées durant cette période: York (Toronto, 1959), Trent (Peterborough, Ontario, 1963), Simon Fraser (Vancouver, 1965), Concordia (Montréal, 1974). L'identité contre-culturelle et radicale de ces universités a été établie en opposition aux universités plus traditionnelles dans chacune des villes majeures: York en opposition à l'université de Toronto, Simon Fraser à l'université de Colombie-Britannique, et Concordia à McGill. La création de ces universités et de leurs toutes nouvelles facultés entraînera une ouverture sans précédent quant à l'articulation des idées et des idéaux contre-culturels au Canada, incluant ceux de la nouvelle gauche britannique. Les programmes qui ont émergé des premières générations facultaires de ces universités jouent toujours un rôle important dans la vie intellectuelle au Canada: la pensée sociale et politique de York, les *cultural studies* de Trent, et les études en communications de Simon Fraser et de Concordia.

peuvent être comprises comme des passages *entre les empires*. La Canada est à la fois un lieu global et un espace où persiste la possibilité d'une interrogation sur la nation.

Bien que certaines voix ayant pris part aux discussions récentes sur la globalisation et la diaspora aient affirmé l'obsolescence des États-nations — devant la présence de preuves substantielles du contraire, ou encore en confondant leurs positions éthique et politique avec des faits empiriques —, nous conviendrons aisément que les nations et les États demeurent les éléments cruciaux d'un monde transformé par des flux globaux. Les développements des quelques dernières années nous le démontrent en effet clairement. En dépit du fait que les immigrants représentent une nécessité économique pour les systèmes occidentaux (*first-world economies*), ils demeurent perçus comme une menace pour les communautés qui revendiquent la pureté des identifications nationales. Certains pays comme le Danemark et l'Allemagne ont conçu des examens d'entrée à l'immigration où prévaut une connaissance des canons de la culture cultivée, et qui évaluent des supposées dispositions culturelles nationales (à savoir la tolérance dans le respect de la différence). À ces obstacles culturels s'ajoutent encore les barrières physiques érigées entre les États-Unis et le Mexique, Israël et la Palestine, l'Espagne et le Maroc. Aussi l'idée de culture nationale fait-elle un retour. La *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* de l'Unesco (2005) réaffirme le besoin des pays d'être capables de favoriser et de protéger la culture à l'intérieur de leurs frontières — non pas, bien sûr, afin de soutenir la souveraineté de l'État (son objectif réel), mais au nom de la diversité culturelle, de la tolérance et de la justice sociale. Plus encore, les nationalismes chauvins et misogynes (souvent couplés aux fondamentalismes religieux) sont partout à l'œuvre. De ce renouveau d'attention accordée à l'État-nation émergent une série d'enjeux qui sont au cœur des débats sociaux, culturels et politiques contemporains : la race, l'ethnicité, la différence, l'identité, le multiculturalisme, l'avenir de la citoyenneté, ainsi que la possibilité et la promesse de nouveaux modes d'appartenance cosmopolite.

L'éventuel attrait ainsi que les déficits réels de l'être national (*nationhood*) ont longtemps été au centre de la théorie culturelle et du discours public au Canada. Dans le contexte d'un criticisme culturel anglais principalement défini par des méditations sur la dissolution de la « haute » culture nationale suite à la fin de l'empire (le Royaume-Uni), ou encore par le rôle des nouvelles politiques globales de la culture populaire de masse dans l'établissement d'une nouvelle formation hégémonique (les États-Unis), la critique culturelle canadienne s'est caractérisée par une ressaisie originale des liens entre la culture, le politique et la question nationale. Suspendus entre les empires, opérant dans les conditions de modernité inachevée et de dépendance économique et culturelle, le contexte et la situation propres du Canada ont généré une critique et une théorie culturelle nous offrant une perspective unique sur les dynamiques du centre et de la périphérie. Comme tant de puissances intermédiaires (*middle-powers*),

le Canada participe à la modernité capitaliste: il demeure une des plus grandes économies du monde, il est un membre du G8 et, nonobstant les récents dialogues avec la Chine, il demeure le plus important partenaire d'échange des États-Unis⁵. Cela dit, en dépit de son étendue, son statut dans l'imaginaire géopolitique est plus proche de celui de la Belgique ou des pays scandinaves que de celui de la France ou de l'Allemagne: il est moderne, démocratique et penche apparemment vers la gauche; il est sécuritaire et assez discret pour ne pas faire, de manière générale, l'objet des anxiétés de la *realpolitik*.

À l'inverse toutefois de n'importe lequel de ces pays, le statut de puissance intermédiaire et l'identité nationale du Canada ont toujours été intensément contestés, le prédisposant ainsi à la crise. Si, au cours des dernières années, le pays a suscité l'intérêt universitaire de toutes disciplines et de toutes provenances, c'est qu'il a longtemps dû se débattre avec ces réalités liminales qui constituent à présent le topos de la globalisation. Une problématique historique radicale continue en effet d'intéresser les travaux menés par les *cultural studies* au Canada. Elle s'articule autour de la transformation historique des modalités et des conditions de l'hégémonie, ainsi que des nouvelles manières de la comprendre qui l'accompagnent. Le passage de la tutelle britannique à la dépendance américaine a eu d'énormes conséquences sur les stratégies déployées par la classe dirigeante nationale canadienne afin de conserver son leadership face aux mouvements sociaux populaires et marginaux. Plus encore, ces dernières ont été radicalement déterminées par le passage de la colonie au dominion, jusqu'à l'obtention du statut de signataire quasi souverain de l'Accord de libre-échange nord-américain. Pour cette raison, même les plus vieux programmes de recherche en *cultural studies* au Canada se sont trouvés tôt ou tard mêlés à cette problématique particulière, puisque ces passages entre les empires nécessitent de comprendre comment les conditions culturelles et politiques de la lutte hégémonique et de la contestation ont elles-mêmes changé.

Au Canada, comme dans les autres sociétés postcoloniales, l'être national (*nationhood*) a toujours été une construction contestée. En tant que mode moderne d'appartenance par excellence, l'État-nation sous-tend une forme proprement bourgeoise d'universalité légale et imaginaire, limitée par ses politiques frontalières et contredite par des institutions de domination et d'exclusion reproduisant les schèmes de violence caractéristiques des relations sociales de race, de classe, de genre et de sexualité. Aussi les récits de l'identité nationale canadienne n'ont-ils pu trouver qu'une stabilité toute précaire. Chacun à leur tour, les passages entre les empires ont semé les germes des possibilités utopiques. Les mouvements populaires et marginaux ont créé des espaces culturels et obtenu certaines concessions

5. Le total des échanges entre le Canada et les États-Unis se chiffrait, en 2005, à 499,29 milliards de dollars; et entre les États-Unis et la Chine, à 285,30 milliards de dollars (*US dollars: U.S. Census Bureau figures*, <<http://www.census.gov/foreign-trade/top/dst/2005/12/balance.html>>).

politiques qui ont mis à l'ordre du jour des politiques communautaires, citoyennes et de la souveraineté, de telle sorte que les autres États-nations (et cela s'applique même aux États-Unis) ne peuvent aujourd'hui qu'en rêver, les regardant avec convoitise.

Cette problématique est d'autant plus instructive lorsque l'on s'attarde au cas, particulièrement pertinent, de la formation culturelle politique du multiculturalisme canadien. Alors que la politique officielle de l'État canadien en matière de multiculturalisme a attiré, au cours des dernières années, l'attention d'universitaires et de décideurs publics en provenance d'horizons divers, le fait que le multiculturalisme canadien ait été le lieu d'une importante contestation demeure un fait beaucoup moins remarqué. C'est que, au Canada plus que partout ailleurs, l'État d'après-guerre mènera une entreprise de gestion de crise et d'hégémonie qui sera incarnée par le multiculturalisme. Comme le soutient Himani Bannerji, les racines de ce multiculturalisme relèvent directement du compromis politique opéré par le gouvernement libéral de Pierre Trudeau (1968-1979), lequel visait à rallier les provinces de l'Ouest à un projet fédéraliste qui devait contenir et désamorcer le mouvement québécois de libération nationale, mouvement que l'expérience transformatrice de la Révolution tranquille avait contribué à rendre plus fort et plus assumé par la conscience de classe. La stratégie initialement déployée par le gouvernement libéral, une politique de bilinguisme et de biculturalisme qui devait parvenir à institutionnaliser le mythe des deux nations fondatrices, sera un échec. Le multiculturalisme se proposait alors aux fermiers immigrants d'Europe de l'Est que l'anglo-racisme des Prairies avait toujours contraints, de manière à protéger le bilinguisme ainsi que le récit des deux nations fondatrices, l'Angleterre et la France. Mais il s'agissait aussi d'un appât particulièrement alléchant pour les propriétaires d'industries d'extraction de ressources. Le livre blanc sur la politique indienne du gouvernement libéral de 1969 proposait en effet d'abroger tous les traités de droits autochtones, de sorte que les autochtones soient, au nom de l'assimilation et de l'égalité formelle, forcés de céder leurs terres et leur force de travail au Canada blanc⁶. Les peuples autochtones, qui se mobilisent aujourd'hui sous le nom de premières nations, parvinrent toutefois à contrer ce mouvement⁷. C'est pourquoi les Québécois comme les premières nations n'ont jamais vraiment souscrit à la redéfinition de l'identité nationale canadienne qui, du dominion britannique jusqu'au Canada multiculturaliste, s'opéra graduellement entre 1962 (moment où les politiques restrictives sur l'immigration non blanche furent réformées) et la proclamation de la Loi sur le multiculturalisme de 1988. En outre, la politique du multiculturalisme canadien laissera intacte l'articulation du pouvoir patriarcal à la classe dominante. Cette politique se substituera ainsi à l'éventualité de tout autre programme significatif et compréhensible,

6. White Paper, «Statement on Indian Policy», gouvernement du Canada, Presses de la Reine, 1 Cat. No. R32 2469, 1969.

7. H. Cardinal, *The Unjust Society*, Edmonton, Hurtig, 1969.

antiraciste et antisexiste, de justice sociale. Par voie de conséquence, ni le racisme populaire réfractaire à l'immigration ni la soi-disant « minorité visible » immigrante ne se sentiront capables d'investir complètement ce nouveau projet d'identité nationale multiculturelle.

Alors que le Canada représente un modèle supposément solide et simple de l'État démocratique libéral, il n'en demeure pas moins déchiré par des divisions : un fossé linguistique et culturel sépare les francophones des anglophones, les « nations » postcoloniales de celles qu'elles colonisèrent (les premières nations, les Métis et les Inuits⁸) et certaines identités nationales fortes entre elles (« L'Ouest », Terre-Neuve et les Maritimes), sans compter les conflits de classe — inévitables dans une économie de ressources, même s'ils sont maintenant oblitérés, voire réprimés par le discours public canadien — et, bien sûr, de sexe. Enfin, la situation culturelle du Canada est, à l'échelle planétaire, tout à fait singulière. Le pays a longtemps dû se débattre avec les difficultés relatives à sa proximité avec les États-Unis, l'hégémon incontesté du siècle dernier, rivalisant avec cet empire de signaux électroniques, luttant contre la force de ses industries culturelles à économies d'échelle, et ce bien avant les technologies satellites. C'est pourquoi les réflexions sur la modernité et la culture, sur les problématiques de l'emprunt culturel et sur les possibles voies de rechange politiques — ou leur absence — ont été si riches et fertiles au Canada. Globalisée avant la lettre, la théorie culturelle canadienne a dû aborder la question de sa posture à la fois du centre et de la périphérie, d'une manière qui nous montre bien les complexités culturelle et sociale de l'ère actuelle.

Les figures intellectuelles que nous avons placées aux origines de la théorie culturelle canadienne ont toutes joué un rôle dans la configuration de thèmes et d'enjeux qui sont encore aujourd'hui présents dans l'analyse culturelle et sociale au Canada. Celle-ci propose notamment une réflexion sur les problèmes et les possibilités de la modernité tardive du Canada, sur son nationalisme problématique et incomplet, sur la relation entre technologie, communication et contrôle social, et sur le destin des communautés de langue minoritaire ainsi que des identités, des idées et des modes de vie autochtones. Ces figures fondatrices demeurent importantes dans la constitution des formations intellectuelles contemporaines ainsi que dans la compréhension qu'elles ont d'elles-mêmes : Innis, McLuhan et Wilden pour les théories canadiennes de la communication ; Frye pour les études littéraires canadiennes ; Grant et Innis pour la tradition nationaliste de l'économie politique de gauche ; Dumont et Borduas pour la question de la culture nationale et politique québécoise ; et enfin Cardinal en ce qui

8. Les premières nations, les Métis et les Inuits constituent les trois regroupements autochtones officiellement reconnus au Canada. L'appellation premières nations désigne l'ensemble des groupes autochtones à l'exception des Métis — les descendants issus de mariages d'Ojibway, de Cree, de Menominee ou de Saulteaux avec des colons canadiens-français ou celtes — et des Inuits — les peuples autochtones des régions arctiques.

concerne les études autochtones. Toutefois, aussi importants que soient ces grands noms, les *cultural studies* canadiennes se sont développées de manière hétérogène, de telle sorte qu'il nous est impossible d'en dégager clairement les filiations intellectuelles. Ceux qui s'inscrivent aujourd'hui dans le champ canadien des *cultural studies* contribuent tout autant (si ce n'est plus) à l'avancement des théories critiques raciales, féministes et *queer*, des études postcoloniales, des travaux de l'école de Birmingham ou de l'école de Francfort, ainsi qu'à toute la panoplie des théories contemporaines — de Jacques Derrida à Judith Butler, en passant par Fredric Jameson et Gilles Deleuze — comme à celles des théoriciens canadiens précurseurs. Les auteurs que nous avons rétrospectivement associés aux *cultural studies* nous semblent incontournables non pas parce qu'ils constituent, lorsqu'on les rassemble, un point d'origine évident (*Ursprung*), mais bien parce qu'ils ont tenté quelques-unes des premières et des plus influentes élaborations des liens entre espace, culture, communication et nation — une élaboration matériellement et conceptuellement rendue possible par la nature complexe de l'espace qu'est le Canada.

Les essais que rassemble la seconde partie de notre livre mettent en lumière les travaux contemporains des *cultural studies* au Canada, incluant des travaux sur le féminisme, sur la question des premières nations, sur la culture et les politiques québécoises, sur la nation et le multiculturalisme, sur la race, de même que des études exploratoires portant sur les réalités vécues propres aux géographies urbaines et régionales canadiennes. Bien que ces essais affichent une grande diversité d'approches et de questionnements, ils ont été regroupés selon trois thématiques qui reflètent les domaines clés qui structurent et orientent les travaux des *cultural studies* canadiennes : l'histoire mouvementée du nationalisme et de la culture nationale ; la race, la différence et le multiculturalisme ; et enfin la modernité et la culture contemporaine. Sans doute est-ce sur ces questions que les *cultural studies* ont le plus à apporter en termes de contribution intellectuelle aux travaux contemporains qui sont effectués en d'autres lieux et à travers une vaste gamme de disciplines. Ce découpage laissera toutefois peut-être échapper certaines observations concernant plus précisément la production culturelle canadienne (films, littérature, télévision, beaux-arts et arts populaires, musique, etc.), lesquelles, ainsi rassemblées, auraient pu nous offrir un aperçu de la scène culturelle canadienne contemporaine. Cela dit, nous nous devons d'insister sur le fait que l'ouvrage n'est pas destiné à saisir ou à articuler une vision spécifique de la culture canadienne, mais bien plutôt à offrir, dans un premier temps, un survol des concepts et des théories qui ont été déployés afin de mieux comprendre les conditions de possibilité de la culture au Canada⁹.

9. Dans sa revue des débats canadiens sur la critique filmique, Bart Testa relève la présence d'un «moralisme consensuel» sous-tendant la critique de films au Canada. Ce moralisme comporte un double caractère qui semblera familier à quiconque œuvre en recherche sur des sujets canadiens. Premièrement, la critique

L'un des objectifs de ce livre était d'élargir le débat et de faire dialoguer les divers modes d'analyse culturelle qu'on retrouve au Canada. Leur variété ne correspond pas à la gamme des solitudes politico-théoriques classiques (les *cultural studies* vis-à-vis des approches critiques « traditionnelles », le marxisme vis-à-vis de la psychanalyse, etc.) et qui en sont venues à diviser l'univers des études du monde entier. Au Canada, ils correspondent à des divisions linguistiques et sociales qui doivent encore être élucidées — non seulement entre les cultures théoriques anglophones et francophones, mais aussi entre ces deux cultures et les théories développées par les travaux s'intéressant aux premières nations¹⁰. Ce partage a des raisons évidentes. Nous avons tendance à sous-estimer l'influence qu'ont les contraintes et les impératifs de la conduite d'une carrière professionnelle (un thème bourdieusien) sur les moyens investis par les chercheurs lorsqu'il s'agit d'aborder un problème intellectuel. Même au sein des *cultural studies*, il semble que peu de reconnaissance professionnelle soit accordée aux travaux publiés par les revues québécoises, ou aux conceptions des premières nations, lesquelles sont le plus souvent produites hors des circuits institutionnels et disponibles dans des langues difficilement transposables dans le vocabulaire théorique contemporain.

Même si l'on devait s'appliquer à mettre en lien théorie anglophone et théorie francophone, nous serions aussitôt forcés de reconnaître que les

y est prescriptive: elle s'intéresse davantage à ce que le film aurait dû « faire » qu'à ce qu'il a effectivement réalisé; deuxièmement, l'accent est mis sur la nécessité pour les produits culturels canadiens de participer activement à la constitution de l'identité canadienne (voir « In Grierson's shadow », *The Literary Review of Canada*, novembre 1994, p. 9-12, et « The escape from docu-drama », *Literary Review of Canada*, décembre 1994, p. 17-22). Michael Dorland va encore plus loin. Il affirme que le « moralisme consensuel » constitue la condition « *sine qua non* de la production culturelle au Canada, qui fonde la critique à son endroit, de son articulation à la sphère publique et de son financement par l'État... Ce moralisme a été la principale façon d'orienter et d'institutionnaliser les discours de la production culturelle canadienne. » C'est une des raisons majeures qui expliquent pourquoi une revue précisément centrée sur la critique culturelle canadienne serait moins enrichissante qu'une recherche qui s'intéresserait à la constitution de formes et de concepts théoriques, traitant par exemple des conditions qui menèrent à cette prédominance du moralisme consensuel (voir « Changing theorizations of cultural production in Canada and Quebec », *Journal of Canadian Studies*, n° 31, 1996-1997, p. 178-194).

10. Dans son commentaire sur *Worrying the Nation: Imagining a National Literature in Canada* de Jonathan Kertzer, Sylvia Söderlind avance « qu'il manque de toute évidence quelque chose de fondamental lorsque — à une époque où le concept de nation est plus que jamais questionné — certains écrivent une histoire dont la "nation" est le principe structurant, sans toutefois mentionner le rôle que le Québec joua dans la pensée canadienne-anglaise au sujet de la nation » (« Ghost-national arguments », *University of Toronto Quarterly*, n° 75, 2006, p. 674). Ce type d'oubli délibéré se rencontre encore aujourd'hui souvent au sein de certaines disciplines au Canada. Les penseurs anglophones admettent de manière générale ouvertement le besoin de faire de plus grands ponts avec les développements au Québec, mais reportent systématiquement la réalisation d'un tel projet à plus tard.

cultural studies canadiennes-anglaises se transposent difficilement dans les formes d'analyses culturelles pratiquées au Québec. Bien que le Québec soit doté d'une tradition intellectuelle riche et distincte, les *cultural studies* n'y sont pas intégrées — du moins pas de la manière dont cette pratique, tout hétérogène soit-elle, a été comprise par l'institution intellectuelle anglo-américaine. Les « études culturelles » semblent seulement renvoyer très largement aux « sciences humaines », mais sous une appellation différente : une description générale des activités humaines et sociales. Il y a de cela plusieurs décennies, Fernand Dumont, dont les travaux pourraient servir de référence exemplaire à n'importe quelle anthologie équivalente aux *cultural studies* québécoises, a suggéré que l'important mouvement intellectuel s'étant radicalisé après la deuxième guerre mondiale à l'issue de la Révolution tranquille était de l'histoire sociale¹¹. Plus encore, pour certains auteurs québécois tel Marcel Rioux, les tendances intellectuelles du Canada anglais semblent outrancièrement calquées sur l'évolution des champs américains. Aussi certains intellectuels québécois perçoivent-ils les Canadiens anglais, à moins qu'ils ne soient des spécialistes de leur région, comme ignorants de leur propre histoire, suggérant ainsi que le rapprochement intellectuel tant souhaité par l'érudition canadienne ne puisse advenir qu'à la suite d'un processus préalable de décolonisation¹².

Un raisonnement similaire s'applique aux écrits sur les premières nations. Les *cultural studies* et les politiques culturelles autochtones ont très certainement effectué quelques chassés-croisés au cours des années. Le plus frappant a sans doute été la récupération des prises de position d'artistes et d'écrivains autochtones s'étant opposés à la marchandisation grandissante des cultures autochtones et à l'expansion de marchés globaux répondant à un désir de l'exotique et de l'« authentiquement naturel », qui ouvriront la voie aux politiques de la propriété culturelle et de la représentation s'appliquant aux musées et aux médias de masse. En dépit de ces convergences, les *cultural studies* canadiennes et les études autochtones ont emprunté des voies parallèles plus qu'un chemin commun, les deux champs ayant connu plusieurs divergences importantes. Une des raisons de ces divergences relève du fait que les programmes d'études autochtones ont tendance, dans les universités canadiennes, à être administrativement séparés de la plupart des facultés de sciences humaines et sociales, de manière à répondre aux besoins spécifiques des étudiants et des facultés, réduisant par le fait même la circulation des idées entre les murs administratifs. Mais il existe aussi une explication plus positive : les universitaires canadiens, sensibilisés également à la nécessité d'être à l'écoute et d'apprendre de leurs collègues autochtones, ont été enclins à leur laisser l'espace nécessaire à la formulation de

11. F. Dumont, *The Vigil of Quebec*, trad. S. Fischman et R. Howard, Toronto, University of Toronto Press, 1974, p. 19.

12. S. Crean et M. Rioux, *Two Nations : An Essay on the Culture and Politics of Canada and Quebec in a World of American Pre-eminence*, Toronto, Lorimer, 1983, p. 98-99.

stratégies critiques qui soient les leurs, plutôt que de s'y immiscer cavalièrement en détournant les voix autochtones aux fins de leurs propres objectifs théoriques.

Il y a néanmoins des raisons évidentes à vouloir faire le pont entre ces divisions — et pas seulement ou essentiellement parce que ces trois groupes partagent l'espace géographique appelé « Canada ». Travaillant à partir d'archives distinctes et de matériaux et de formations culturelles spécifiques, chacune de ces trois formes de l'analyse culturelle — canadienne-anglaise, québécoise et autochtone — enrichit de manière inestimable nos perspectives sur la complexité de la culture et de l'hégémonie, de la nation et de la communauté à l'intérieur desquelles ces trois groupes qui coexistent sont impliqués. Pour ne donner qu'un seul exemple : le traumatisme de la modernité tardive décrit par Frye dans *City of the End of Things* nous rappelle le *Refus global*, ce manifeste que Borduas écrivit quelque deux décennies plus tôt. Il est grand temps de s'ouvrir aux avenues qui pourraient faire dialoguer ces différents espaces et ces façons de penser, et ce même s'ils doivent dans l'état actuel des choses être compris comme symptomatiques de l'absence d'une relation plus fortement établie entre ces lieux et ces espaces de l'analyse culturelle.

Notre livre témoigne manifestement des ambivalences qui caractérisent généralement les *cultural studies* et en particulier les *cultural studies* canadiennes. S'il est vrai que la question de la nation ne peut pas, au Canada, être passée sous silence, il est aussi vrai que la production d'un ouvrage proposant un portrait de la tradition nationale des *cultural studies* n'est pas sans poser problème. Nous serions les premiers à reconnaître que les discussions à propos d'un style ou d'un mode de pensée national sont, d'une certaine façon, désespérément archaïques ou déplacées — ou pis encore l'exemple même de l'espèce de « parthénogenèse ethnico-éditoriale » dont se moquent Bourdieu et Wacquant. La nation a été sérieusement questionnée en tant qu'entité admettant des formes spécifiques d'inclusion et d'exclusion, d'*empowerment* et de *disempowerment*; les débats sur la réalité transnationale des *cultural studies* sont déjà bien avancés¹³. Malgré tout, la place du Canada au sein du système global est telle que l'effort de réfléchir sur ce qui émerge « ici », et d'essayer d'en comprendre la composition exacte — aussi variée, multiple et contestée puisse-t-elle être —, doit s'accorder à des problématiques et à des développements qui sont différents de ce qui existe « ailleurs ». Pas complètement différents, et pas non plus sans ressemblances ou sans rapports : nous n'avons pas essayé de créer un ensemble canonique d'écrits sur le Canada, ou qui refléterait la profondeur d'une quelconque essence canadienne ; nous avons bien plutôt cherché à saisir la logique de ses formations spécifiques, en les mettant en lien avec les intuitions les plus pertinentes et les plus stimulantes que nous

13. Pour un survol, voir I. Szeman, « Cultural studies and the transnational », dans G. Hall et C. Birchall (dir.), *New Cultural Studies : Adventures in Theory*, Édimbourg, University of Edinburgh Press, 2006.

offrent les *cultural studies* qui sont pratiquées un peu partout. Nous espérons que *Canadian Cultural Studies : A Reader* y parviendra, tout en contribuant à donner un élan supplémentaire aux travaux des *cultural studies* de notre pays et d'ailleurs.

Traduction de Marie-Nathalie Martineau
et Alexis Langevin-Tétrault.